

Département de la DROME

**DECISION DU MAIRE N° DEC2024\_29**  
**NOMENCLATURE : 2.3 URBANISME****Droit de Prémption Urbain – Propriété de M et Mme RUIZ Cyril**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 - 15° alinéa

Vu le Code de l'Urbanisme - Livret 2 - Titre 1

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020, déléguant au Maire ou à l'adjoint qu'il aura délégué, l'exercice du droit de prémption sur la commune, Considérant la demande présentée par M<sup>e</sup> Marion LE ROUX, Notaire à MOURS SAINT EUSEBE, par laquelle la commune est informée de l'intention d'aliéner l'immeuble situé à Mours-St-Eusèbe, 68 Bis Avenue Dauphiné Provence, cadastrée section AI 227, propriété de M et Mme RUIZ Cyril.

**DECIDE**

**Article I :** Il n'est pas fait usage du droit de prémption sur l'immeuble situé à MOURS-SAINT-EUSEBE 68 Bis Avenue Dauphiné Provence, cadastrée section AI 227, propriété de M et Mme RUIZ Cyril dans les conditions énoncées par M<sup>e</sup> Marion LE ROUX, Notaire à MOURS SAINT EUSEBE reçue en Mairie le 28 février 2024.

**Article II :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- ◆ M<sup>e</sup> Marion LE ROUX, Notaire à MOURS SAINT EUSEBE,
- ◆ Direction des Services Fiscaux,
- ◆ Préfecture de la Drôme

sera affiché en mairie et porté à la connaissance du Conseil Municipal.

**Article III :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Mours Saint Eusèbe, ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de GRENOBLE (Isère) dans le délai de deux mois à compter de sa notification, de son affichage et de sa publication.

Fait à Mours-Saint-Eusèbe, le 29/02/2024

Le Maire :

**D. MOMBARD**

